NE LACHONS RIEN !

(NI PERSONNE)

SOLIDARITE AVEC LES INCULPES DU 15 NOVEMBRE

Le 15 novembre 2011 à Toulouse, 6 personnes sont arrêtées à grand renfort médiatique et policier. On les accuse d'avoir participé à l'action du 5 juillet 2011 contre le siège de la PJJ. Qu'ils y aient participé ou non, l'action du 5 juillet 2011 n'est pas isolée, elle s'inscrit dans une lutte collective longue et large contre l'enfermement des mineurs.

Les gouvernements successifs de droite comme de gauche ont multiplié les lois sur la sécurité faisant des jeunes et des pauvres des cibles privilégiées.

A partir de 2007, 7 EPM (Etablissements Pénitentiaires pour Mineurs) en France ont été construits, suite à la loi Perben 1 de 2002 qui prévoyait, entre autres, de faire plus de 300 places dans ces nouvelles prisons pour mineurs, censées proposer une école avec des murs autour. Dès le début, des milieux divers et larges se sont opposés à la construction de ces prisons : des citoyens indignés, des gens opposés à l'enfermement des personnes en général et des enfants en particulier, des partis politiques (le PCF de Lavour), des associations, des syndicats, des éducateurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse eux-mêmes. Ces derniers se trouvent particulièrement concernés par le projet car ils sont appelés à participer à l'enfermement des mineurs conjointement avec des surveillants sous l'autorité de l'administration pénitentiaire.

Le syndicat des éducateurs SNPES-PJJ avait à l'époque appelé à ne pas aller travailler dans ces établissements. Bon nombre d'éducateurs ont fait écho à cet appel suivant l'argument qu'on n'éduque pas en même temps que l'on enferme, que plus il y avait de l'argent mis dans ces prisons moins il y en aurait pour les milieux ouverts, ce qui s'est vérifié. Ces éducateurs disaient aussi à l'époque, que mettre des éducateurs sous le contrôle de l'administration pénitentiaire, c'était transformer les éducateurs en matons, ce qui s'est vérifié aussi.

L'appel à ne pas aller travailler en EPM s'étend aussi aux enseignants qui interviennent dans ces établissements pour donner des cours.

Le Collectif anti EPM de Lavour (LDH, FSU, LCR, PCF, Ras le Front, syndicat de la Magistrature) dénonce la baisse des budgets pour l'éducation en milieu ouvert et la désinformation sur l'impunité des mineurs, lance en 2005 une pétition anti EPM qui récolte 2000 signatures et fait en 2006 une campagne d'envoi de cartes aux députés et ministre de la Justice.

Le 13 mars 2007, la LDH, le syndicat de la magistrature, la FSU, Sud santé social affirment qu' « une prison reste une prison, même améliorée et qu'à ce titre elle favorise la désocialisation, qu'elle a des effets déstructurants . » Ils appellent à une semaine d'action en mars 2007.

Plusieurs chantiers des futurs EPM ont été occupés ou sabotés afin de retarder voire d'empêcher leur construction, notamment celui d'Orvault près de Nantes, où en février 2006, des gens se sont accrochés dans les arbres.

Des actions à Toulouse et à Lavour ont eu lieu, lors du carnaval anti-carcéral en mars 2006, par exemple. Malgré les discours, les actions, ces prisons ont été construites et sont devenues des prisons comme les autres. Les quartiers pour mineurs des prisons d'adultes, 53 au total, censés fermer après l'ouverture des EPM continuent par ailleurs de fonctionner.

Un tract le 8 juin 2008 du collectif Toulouse-Libertés (LDH, syndicat de la magistrature, SNPES-PJJ, FSU, MRAP, LCR, PC, Le Cri31) exige la fermeture des EPM.

Tendance syndicale Emancipation janvier 2008

LA PLACE DES ENFANTS N'EST PAS EN PRISON

Manifeste : Nous ne travaillerons pas en EPM

La lutte contre la construction de 7 établissements pénitentiaires pour mineurs n'a pas, à ce jour, permis d'annuler ce programme d'enfermement des enfants délinquants et de criminalisation croissante de la jeunesse. Ici à Nantes, l'ouverture de l'EPM d'Orvault s'accompagne d'appels à candidature pour que des personnels éducatifs (enseignants, éducateurs, travailleurs sociaux, soignants...) aillent travailler dans ces « nouvelles » prisons pour enfants. Nous n'irons pas, et nous appelons toutes les personnes concernées à refuser de travailler en E.P.M., ici comme ailleurs, car nous refusons de contribuer à l'illusion démagogique qui consiste à faire croire qu'une action éducative est possible en prison.

Parti Communiste, section de Lavour 18 mai 2008

Le PCF est favorable à la fermeture des prisons pour mineurs. L'opposition à la construction des EPM n'a pas suffi mais depuis l'ouverture du premier établissement à Lavour (Tarn) en juin 2007, les résistances se maintiennent. (jusqu'à quand ?)

Mr Carayon maire de Lavour s'enorgueillit d'avoir un EPM sur son territoire. Il se vante moins d'avoir fait partie du GUD (groupe union défense groupuscule étudiant d'extrême droite) et d'avoir travaillé un temps à la Sodexo, multinationale spécialisée dans la restauration collective et la gestion des prisons privées.

Depuis l'ouverture des EPM, les enfants se révoltent ou se retournent contre eux-mêmes. Il faut dire qu'ils sont soumis à un emploi du temps qui ne laisse pas un moment de répit entre l'éducateur, le maton et l'enseignant.

Il y a des suicides (comme à Meyzieu et Marseille), des tentatives d'évasion, des mutineries comme à Meyzieu encore dès l'ouverture en juin 2007.

Journal L'Envolée octobre 2008 : Interview d'un éducateur PJJ ne travaillant pas en EPM

En fait, on a mis des éducateurs pour faire croire qu'il y avait de l'éducation, mais toutes les activités sont assurées par des intervenants extérieurs, des prestataires de service payés, et les éducateurs ne font qu'amener les prisonniers des cellules aux activités. Le seul travail qui pourrait s'apparenter à de l'éducatif, c'est de surveiller la cantine à midi...

On leur a dit qu'ils n'auraient à ouvrir et fermer les cellules qu'en cas d'urgence : au bout d'un mois, l'urgence était quotidienne, puisqu'ils ouvraient les cellules autant que les matons, qu'ils remplaçaient dès que ceux-ci n'étaient pas là pour laisser les gamins aller en activités. Le deuxième coup a été la prime promise à ceux qui iraient travailler en EPM ; beaucoup y sont allés pour ça, pour les cinq mille euros annuels promis. L'administration a ensuite dit que ça comprenait les primes déjà existantes, liées au travail d'éducateur classique, et que la prime de risque ne pourrait pas leur être donnée .

2007 Assemblée générale de l'EPM de Lavour

Nous les personnels PJJ de l'EPM de Lavour sommes (...) en grève. Nous déplorons cette situation qui va à l'encontre de notre volonté d'implication dans un projet novateur en direction des mineurs incarcérés. Pour autant ce mouvement a pour but d'alerter notre administration PJJ sur des points cruciaux...

Les aspects pécuniaires et de pénibilité de travail sont connus depuis longtemps.

Blog le social.fr 02/03/2007

Je suis éduc PJJ prochainement affecté dans un EPM... à ma demande. Formation à l'ENAP d'Agen pour une très prochaine affectation . Il faut savoir que nous allons travailler dans une prison , et ce n'est pas autre chose. Les espaces de liberté quant aux activités qu'il pourrait être possible de mettre en place seront réduits à leur minimum. Nous travaillerons en binôme avec l'AP [Administration Pénitentiaire]. Le détenu, car ce n'est plus un jeune hébergé, sera occupé 60 heures par semaine(20h éducatif, 20h sport, 20h d'école) ...

Le trou dans le mur, feuille de chou épisodique de l'intérieur des EPM CGT-PJJ 2008

Si l'on peut entendre et comprendre les réserves et oppositions à ces établissements, nous disons clairement qu'il ne faut pas se tromper de cible en pointant du doigt les personnels PJJ qui y travaillent.

Combien d'évasions, de suicides de jeunes seront nécessaires pour ouvrir les yeux des technocrates ?

Une mutinerie a lieu également à Lavaur en mai 2011 avec intervention des ERIS, Equipes Régionales d'Intervention et de Sécurité, c'est à dire des surveillants de l'administration pénitentiaire qui interviennent cagoulés et en tenue anti-émeute pour remettre ponctuellement de l'ordre dans les établissements pénitentiaires comme cela se passe dans n'importe quelle prison.

Suite à cette mutinerie, les éducateurs PJJ entament une grève réclamant d'avoir les mêmes primes de risque dans la mesure où ils faisaient le même travail. Evolution donc du discours sachant que les éducateurs qui travaillent dans les EPM sont volontaires.

Le Monde 9 mai 2011

... une nouvelle prison pour mineurs a été le théâtre dans le Tarn de troubles confinés à la mutinerie et révélateurs selon les syndicats des fortes tensions dans les six établissements de ce type ouverts depuis 2007-2008.

Les détenus de Lavaur passent le moins de temps possible en cellule, et le plus possible en cours, en entretien ou en activité collective. Mais on enferme aussi en EPM des jeunes qui "*pourrissent la vie*" des surveillants et éducateurs, dénonce Laurens Maffre, secrétaire régional de l'UFAP-UNSA-Justice.-...-

Les éducateurs PJJ et surveillants ont fait valoir leur droit de retrait dimanche et lundi et voté lundi une grève reconductible à partir de mardi, afin d'obtenir une reconnaissance de la pénibilité et un véritable bilan de l'activité des EPM, a dit Bertrand Mappas de la CGT-PJJ.

Suite à cette mutinerie, quelques réactions se font entendre.

26 avril 2011 : le PCF de Lavaur persiste en disant que les prisons pour mineurs sont « un fiasco prévisible » et continue à affirmer « qu'on n'apprend pas la vie en prison » et « qu'il faut fermer les prisons pour mineurs. »

16 mai 2011 : La Ligue des droits de l'Homme dénonce le fonctionnement des prisons pour mineurs et demande leur fermeture.

Le 5 juillet 2011, une action, consistant à faire des tags et verser un seau de caca au siège de la PJJ a lieu, reprenant des modalités qui ont déjà été utilisées depuis le début de la lutte contre les EPM, et dans bien d'autres luttes.

La Dépêche du Midi 6 juillet 2011

Michel Valet [procureur de Toulouse] indique également que « les agents de la PJJ n'ont pas fait l'objet de violence physique même si cet acte, qui n'a finalement fait que peu de dégâts, les a profondément choqués ». Cette affaire survient quelques semaines après celle d'Orvault, en Loire-Atlantique, où un mineur délinquant placé dans l'établissement pénitentiaire pour mineurs de cette ville s'était suicidé. Des gens avaient alors écrit sur les murs de la PJJ de Nantes : « L'EPM tue ».

Les raisons de lutter contre les EPM et contre l'enfermement des mineurs sont nombreuses. Il était primordial de se battre contre la construction des ces prisons. Il l'est encore plus de le faire depuis qu'elles fonctionnent.

La violence existe, les jeunes la subissent tous les jours par l'institution qui prétend les éduquer. Et les discours électoralistes, de droite comme de gauche, vont dans le sens d'un énième durcissement.

Des prisons pour mineurs ont déjà existé dans le passé, comme le bagne de Belle-Ile-en-Mer de sinistre mémoire. Elles avaient été fermées parce qu'ils n'étaient « qu'une fabrique de la haine ».

FERMETURE DES PRISONS POUR MINEURS . FIN DES POURSUITES CONTRES LES PERSONNES ARRETEES LE 15 NOVEMBRE 2011

Chronologie des actions de résistance à l'extérieur des murs

Février 2006 : occupation du futur chantier de l'EPM d'Orvault, accompagnée d'une semaine d'actions, tractage massif, banderoles, affichages, bombages.

Les locaux de la PJJ ont été plusieurs fois cadennassés et repeints.

25 mars 2006 : Carnaval à Laval un char anticarcéral, dégâts matériels sur le chantier de l'EPM en construction, prison symbolique brûlée en place publique

24 mars 2007 : rassemblement devant l'EPM de Porcheville

fin mai 2007 : à Porcheville, tags hostiles aux EPM notamment sur la mairie

15 juin 2007 : tags sur les écoles de Laval « écoles fermées, prison ouverte » et serrures des écoles bouchées trois jours après l'ouverture des EPM

5 juillet 2007 : deux engins incendiaires sont déposés sur le chantier de l'EPM de Chaucaunin dont l'un détruit partiellement la cabine d'une grue

novembre 2008 : entartage de la sous directrice de l'EPM de Laval alors qu'elle participait, à une table ronde dans le cadre à Toulouse, de la journée nationale prison.

5 juillet 2011 : tags à la direction régionale de la PJJ à Labège

... et à l'intérieur des murs

18 juin 2007 : mutinerie à l'EPM de Meyzieu dès son ouverture

7 et 8 juillet 2007 : incidents à l'EPM de Laval

7 et 8 mai 2011 : mutinerie à l'EPM de Laval

*Pour tout soutien aux inculpéE s du 15 novembre, écrire au
CAJ C/O Canal Sud 40 rue Alfred Duméril 31400 Toulouse
(soutien financier : chèques à l'ordre de Maria)
Adresse mail : nonalepm@riseup.net*

**Manifestation samedi 17 décembre
à 14h, départ Jean Jaurès**